

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne
43, rue du Docteur Duroselle
16000 Angoulême
ud-16-86.dreal-na@developpement-durable.gouv.fr

Angoulême, le 17/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Domaines Jean MARTELL

DOMAINE DE LIGNIERES
16170 Rouillac

Références : 2025_1553_UbD16-86_Env
Code AIOT : 0007202019

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/11/2025 dans l'établissement Domaines Jean MARTELL implanté Lignères 16170 Rouillac. L'inspection a été annoncée le 07/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Domaines Jean MARTELL
- Lignères 16170 Rouillac
- Code AIOT : 0007202019
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement est autorisé par arrêté préfectoral du 24 juin 2009 à exploiter:

- des stockages d'alcools de bouche d'une capacité maximale de stockage de 662 m³.

Il est classé sous la rubrique 4755 sous le régime de l'Autorisation

- une unité de distillation composée de 42 alambics d'une capacité de charge de 25 hl chacun, soit une capacité de charge totale de 1050 hl et une capacité de production de 630 hl/j d'alcool pur.

Il est classé sous la rubrique 2250 sous le régime de l'Enregistrement

- une installation de préparation et conditionnement de vin d'une capacité annuelle de production de 98038 hl.

Il est classé sous la rubrique 2251 sous le régime de l'Enregistrement. Un arrêté préfectoral a été pris le 12/09/2025 pour permettre à l'exploitant de stocker du vin en attente de distillation dans des cuiviers bétons existants sur site.

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre des inspections septennales (dites P7) définies dans le programme pluriannuel de contrôle (PPC) des ICPE.

Le jour de l'inspection, la campagne de distillation n'avait pas débuté ; l'exploitant a précisé qu'elle débuterait vers le début du mois de janvier 2026 et que près de 35 000 hl de vins seraient distillés d'ici la fin mars 2026 (fin de la campagne).

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Vérification périodique des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 24/06/2009, article Annexe art 4 du B du titre II	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
4	Vérification périodique des extincteurs	Arrêté Préfectoral du 24/06/2009, article Annexe art 3 du E du titre II	Demande d'action corrective	15 jours
7	Murs coupe feu	Arrêté Préfectoral du 24/06/2009, article Annexe art 1 du C du titre II	Demande d'action corrective	1 mois
8	Portes coupe feu	Arrêté Préfectoral du 24/06/2009, article Annexe art 1 du C du titre II	Demande d'action corrective	1 mois
19	Mise à la terre des équipements	Arrêté Préfectoral du 24/06/2009, article Annexe art 4 du B du titre 2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	État des stocks et	Arrêté Préfectoral du	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	respect des installations autorisées	24/06/2009, article 2 et 3	
3	Vérifications périodiques des installations de désenfumage	Arrêté Préfectoral du 24/06/2009, article Annexe art 2 du E du titre II	Sans objet
5	Vérification périodique des RIA/PIA	Arrêté Préfectoral du 24/06/2009, article Annexe art 3 du E du titre 2	Sans objet
6	Vérification périodique foudre	Arrêté Préfectoral du 24/06/2009, article Annexe art 7 du B du titre II	Sans objet
9	Tour Aéroréfrigérante	Code de l'environnement du 22/12/2015, article R543-79-1	Sans objet
10	Accès et circulation du site	Arrêté Préfectoral du 24/06/2009, article Annexe art 1 du B du titre 5	Sans objet
11	Local distillateur	Arrêté Préfectoral du 24/06/2009, article Annexe art 2 du B du titre 5	Sans objet
12	Communication entre la distillerie et le chai de distillation	Arrêté Préfectoral du 24/06/2009, article Annexe C de art 2 du B du titre 5	Sans objet
13	Stockage des flemmes	Arrêté Préfectoral du 24/06/2009, article Annexe art 3 du B du titre 5	Sans objet
14	Aire de chargement / déchargement	Arrêté Préfectoral du 24/06/2009, article Annexe art 2 du D du titre 5	Sans objet
15	Épandage des vinasses	Arrêté Préfectoral du 24/06/2009, article Annexe titre 7	Sans objet
16	Appareils utilisant de l'énergie électrique	Arrêté Préfectoral du 24/06/2009, article Annexe art 4 du B du titre 2	Sans objet
17	Réserve d'eau incendie	Arrêté Préfectoral du 24/06/2009, article 6-3	Sans objet
18	Augmentation de la capacité de stockage de vins: évaluation de conformité	Lettre du 12/09/2025	Sans objet
19	Rétention des produits	Arrêté Préfectoral du 24/06/2009, article C.1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	phytosanitaires		
20	Rétention déportée et fosse d'extinction	Arrêté Préfectoral du 24/06/2009, article E.3	Sans objet
21	Déchets et séparateur à hydrocarbures	Arrêté Préfectoral du 24/06/2009, Titre 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente visite d'inspection a permis de relever des manquements dans la réalisation des vérifications périodiques:

* des installations électriques:

- absence de contrôle des dispositifs différentiels basse tension
- absence de vérification des mises à la terre des équipements métalliques

L'exploitant est invité à autoriser ces vérifications tout en préservant la sécurité de l'intervention.

* des extincteurs:

- absence de vérification de la conformité des classes d'extincteur

L'exploitant est invité à identifier la classe de l'ensemble des extincteurs du site afin de demander au vérificateur de procéder à cette vérification et, ce, afin de vérifier leur adéquation au lieu d'installation (ex: distillerie minima 144B).

* des murs coupe feu:

- absence d'indication quant au degré coupe-feu des murs

L'exploitant est invité à mettre à jour son plan en y indiquant le degré coupe feu des murs.

* des portes coupe feu:

- absence d'indication quant au degré coupe-feu des portes

L'exploitant est invité à mettre à jour son plan en y indiquant le degré coupe-feu des portes.

Enfin, l'inspection a constaté l'absence apparente de mise à la terre des tuyauteries de gaz situées à l'extérieur de la distillerie alimentant les brûleurs des alambics.

L'exploitant doit procéder aux travaux nécessaires de mise à la terre desdites tuyauteries.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : État des stocks et respect des installations autorisées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/06/2009, article 2 et 3
Thème(s) : Situation administrative, situation administrative
Prescription contrôlée : * <u>Rubrique 4755:</u> Régime ICPE Autorisation - Chai de distillation intérieur: cuves béton et inox: 190 m ³ - Chai de distillation extérieure: cuves inox: 472 m ³ soit une capacité maximale de stockage de 662 m ³

<p>* Rubrique 2250: lettre de donner acte du 12/09/2025 (Régime ICPE Enregistrement) 42 alambics de 25 hl soit 1050 hl en charge et 630 hl/j d'alcool pur</p> <p>* Rubrique 2251: lettre de donner acte du 12/09/2025 (Régime ICPE Enregistrement) 98038 hl/an de vins stockés répartis comme suit : - 35 cuiviers de 2500 hl chacun en béton : 87500 hl - 2 cuiviers de 1480 hl chacun en béton : 2960 hl - 6 cuves inox externes de 1263 hl chacune : 7578 hl</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant informe l'inspection de la tenue d'un registre de suivi via le logiciel « Logicall ».</p> <p>* Rubrique 4755: Par mail du 7/11/2025, l'exploitant informe l'inspection d'un état des stocks de 6613 hl soit 661,3 m³. Le jour de l'inspection, l'état des stocks est de 459 hl soit 45,9 m³. L'exploitant explique stocker actuellement que des vieilles eaux de vie; la distillerie ne fonctionnant pas à date. En outre, l'inspection constate, à l'intérieur du chai de stockage d'alcool de bouche, la présence de 2 cuves de 1300 hl et 2 cuves de 1000 hl conformes aux volumes autorisés dans l'arrêté préfectoral du 24/06/2009.</p> <p>* Rubrique 2250: L'exploitant informe l'inspection que la distillerie est actuellement à l'arrêt; la campagne de distillation envisagée début janvier 2026(alors qu'habituellement cela débute à la mi-octobre mais au vu des réductions de quotas, le début a été décalé). Toutefois, il explique que sur les 42 alambics de 25 hl présents, seuls 28 sont en état de marche.</p> <p>* Rubrique 2251: L'exploitant informe l'inspection d'un stock à date de 31 042 hl. L'inspection constate, au sein du chai de stockage des vins, la présence de 35 cuiviers béton de 2500 hl conformes aux volumes autorisés dans l'arrêté préfectoral du 24/06/2009. Ces cuiviers sont alignés sur près d'une centaine de mètres.</p> <p>Au regard de l'état des stocks présenté le jour de la visite, l'inspection constate sa conformité à l'arrêté préfectoral du 24/06/2009 ainsi qu'à la lettre de donner acte du 12/09/2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Vérification périodique des installations électriques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/06/2009, article Annexe art 4 du B du titre II</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, installations électriques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes les installations électriques sont entretenues en bon état et sont vérifiées. Les vérifications portent sur l'ensemble des prescriptions du point 6.2.4 ci-dessus et sont effectuées conformément aux dispositions du décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 susvisé. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs aux-dites vérifications sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000</p>

susvisé.

L'exploitant fait réaliser les vérifications périodiques par des personnes possédant une connaissance approfondie dans le domaine de la prévention des risques dus à l'électricité et des dispositions réglementaires qui y sont afférentes.

La personne qui effectue les vérifications mentionne très explicitement les déficiences relevées dans son rapport.

L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

Constats :

Par mail du 7/11/2025, l'exploitant a transmis à l'inspection le rapport de vérifications des installations électriques en date du 16/10/2025 effectuées par l'organisme APAVE.

L'inspection y note deux observations majeures:

1) " Les dispositifs différentiels à courant résiduel (DDR) repérés 'NE' dans le paragraphe **RESULTATS DES MESURAGES ET ESSAIS** du rapport n'ont pas été essayés.

Nous sommes à votre disposition pour réaliser une mission complémentaire "coupure décalée" après l'établissement d'un plan de coupure. »

Questionné sur la date de réalisation de cette "coupure décalée", l'exploitant indique que cette coupure comporte un risque de perte de donnée informatique.

Au vu des impacts engendrés par cette coupure, une analyse de faisabilité est en cours en lien avec leur service informatique.

2) La continuité à la terre du (des) récepteur(s) noté hauteur inaccessible au paragraphe **Examen des circuits terminaux** n'a pas pu être vérifiée.

Faire réaliser les compléments nécessaires.

Afin de réaliser cette vérification, l'exploitant explique qu'il doit en amont sécuriser cette intervention contre le risque de chute de hauteur.

Une réflexion est en cours afin de savoir et de mettre en place les dispositifs adéquats de protection contre le risque de chute de hauteur.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de lui indiquer la position retenue quant aux réflexions en cours concernant, d'une part, la réalisation de la "coupure décalée" et, d'autre part, la vérification des mises à la terre situées à une hauteur inaccessible et nécessitant, par conséquent, la mise en place de mesures de protection contre le risque de chute de hauteur.

L'inspection demande à l'exploitant de lui faire parvenir une copie desdites vérifications dès leur réalisation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Vérifications périodiques des installations de désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/06/2009, article Annexe art 2 du E du titre II

Thème(s) : Risques accidentels, DENFC
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par mail du 7/11/2025, l'exploitant a transmis à l'inspection le rapport de vérification en date du 4/02/2025 réalisée par l'organisme Chronofeu.</p> <p>L'inspection note 1 observation: " <i>remplacer le coffret de commande CO₂ ouverture/fermeture situé au RDC de la cuverie</i>".</p> <p>L'exploitant informe l'inspection du remplacement dudit coffret au mois de septembre 2025 par l'entreprise UXELLO. Pour étayer ces dires, l'exploitant présente une facture à l'entête de l'entreprise UXELLO en date du 21/10/2025 mentionnant le remplacement de la commande pneumatique.</p> <p>En outre, l'exploitant indique que le suivi de la maintenance est fait de façon dématérialisée via un logiciel dénommé « AGESS » répertoriant l'ensemble des équipements et retraçant les opérations de maintenance réalisées sur site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Vérification périodique des extincteurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/06/2009, article Annexe art 3 du E du titre II
Thème(s) : Risques accidentels, extincteurs
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Extincteurs:</u> Ce matériel doit être périodiquement contrôlé et la date des contrôles doit être portée sur une étiquette fixée à chaque appareil.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fait parvenir à l'inspection la facture de l'organisme Chronofeu mentionnant la vérification des 41 extincteurs du site réalisée le 20/06/2025. <u>Le matériel présent sur l'ensemble du site est le suivant:</u> Ext.CO2 2 kg1210 : 7 Ext.CO2 5 kg1211 : 4 Ext.poudre ABC 9kg1213 : 27 Ext.eau pulvérisée 9L+additif721 : 1</p>

<p>Ext.eau pulvérisée 6L+additif1302 : 1</p> <p>Ext.poudre ABC 50Kg TITAN+lance mitraille268 : 1</p> <p>L'inspection remarque, toutefois, que la conformité des classes d'extincteur, attendues, n'est pas regardée par le vérificateur; un doute est dès lors possible quant à leur efficacité en cas d'incendie au sein de la distillerie et dans le chai de distillation ; un minima de 144B devant être assuré. Interrogé sur ce constat, l'exploitant ne sait pas répondre à l'inspection. Toutefois par sondage, l'inspection a relevé la présence d'extincteur d'une classe d'au moins 144B au sein de la distillerie.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de se rapprocher de Chronofeu afin de vérifier la conformité des classes d'extincteurs et de l'indiquer sur le rapport. Dans le cas où des modifications d'extincteurs seraient à réaliser, elles sont effectuées dans les meilleurs délais.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 5 : Vérification périodique des RIA/PIA

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/06/2009, article Annexe art 3 du E du titre 2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, RIA/PIA</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>RIA/PIA:</u> Ce matériel doit être périodiquement contrôlé et la date des contrôles doit être portée sur une étiquette fixée à chaque appareil.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente à l'inspection le rapport de vérifications des RIA/PIA présents au sein de la distillerie et établi par la société UXELLO. La vérification a été effectuée le 24/06/2025. L'exploitant informe l'inspection qu'elle a procédé au changement d'une armoire comme demandé dans ledit rapport et n'identifiant que ce point comme anomalie.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Vérification périodique foudre

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/06/2009, article Annexe art 7 du B du titre II</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre la Foudre</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel du 15 janvier 2008. Les dispositifs de protection contre la foudre sont conformes à la norme française C 17-100 ou à toute norme en vigueur dans un État membre de l'Union Européenne ou présentent des garanties</p>

de sécurité équivalentes.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre est vérifié tous les cinq ans.

Une vérification est réalisée après travaux ou après impact de foudre dommageable comme le prévoit l'article 3 de l'arrêté ministériel susvisé.

Constats :

L'exploitant a transmis à l'inspection le rapport de vérification Foudre réalisée le 25/06/2025 par l'organisme Bureau Véritas.

Ce rapport fait apparaître une valeur des mises à la terre sur la conduite des descentes des deux PDA supérieures à 10 ohms et, ce, contrairement aux normes en vigueur.

L'exploitant indique être conforme à la réglementation au motif que:

- cette dernière prévoit une valeur inférieure à 10 ohms ou avoir 100 m de câble de terre; ce qui est le cas en l'espèce
- présence d'un dédoublement des conduites de descentes

L'installation est par conséquent conforme à la réglementation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Murs coupe feu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/06/2009, article Annexe art 1 du C du titre II

Thème(s) : Risques accidentels, Éléments importants pour la sécurité

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit, en tenant compte de l'étude de dangers, la liste des facteurs importants pour la sécurité.

Il identifie à ce titre les équipements, les paramètres, les consignes, les modes opératoires et les formations afin de maîtriser une dérive dans toutes les phases d'exploitation des installations (fonctionnement normal, fonctionnement transitoire, situation accidentelle ...) susceptibles d'engendrer des conséquences graves pour l'homme et l'environnement.

Cette liste est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et régulièrement mise à jour.

Cette liste comporte au moins, lorsque les installations en sont pourvues, les éléments suivants :

- les murs coupe-feu...

Constats :

Par transmission du 7/11/2025, l'exploitant informe l'inspection des éléments suivants:

- un contrôle visuel a été fait en interne le 2/04/2025 par M. Boidreau: RAS
- présence d'une fiche de procédure de contrôle visuel vérifiant l'absence de fissure, de trou, d'impact majeur et de ferraille apparente.

Néanmoins, l'inspection constate l'absence d'indication sur le mode opératoire ainsi que sur le plan du degré coupe-feu des murs.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de mettre à jour le plan afin d'intégrer dans le mode opératoire, le degré coupe-feu des murs dont il est en mesure de justifier sur demande, le respect desdites caractéristiques.
Dans tous les cas, le degré coupe-feu des murs ne peut être pas d'un degré inférieur au requis de la réglementation en vigueur et/ou de ce qui a été évalué dans l'étude de dangers du site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Portes coupe feu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/06/2009, article Annexe art 1 du C du titre II
Thème(s) : Risques accidentels, Éléments importants pour la sécurité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit, en tenant compte de l'étude de dangers, la liste des facteurs importants pour la sécurité. Il identifie à ce titre les équipements, les paramètres, les consignes, les modes opératoires et les formations afin de maîtriser une dérive dans toutes les phases d'exploitation des installations (fonctionnement normal, fonctionnement transitoire, situation accidentelle ...) susceptibles d'engendrer des conséquences graves pour l'homme et l'environnement.</p> <p>Cette liste est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et régulièrement mise à jour.</p> <p>Cette liste comporte au moins, lorsque les installations en sont pourvues, les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les portes coupe-feu...
<p>Constats :</p> <p>Par mail du 7/11/2025, l'exploitant transmet à l'inspection le rapport de vérification des 10 portes coupe présentes sur le site.</p> <p>Cette vérification a été effectuée le 26/06/2025 par la société Uxello Cognac.</p> <p>L'inspection constate néanmoins qu'aucun élément explicite du rapport ne permet de conclure à l'absence de non-conformité.</p> <p>Rien n'indique, en effet, que les portes coupes feu ont un degré requis puisque le degré coupe feu n'est pas précisé sur le rapport de vérification.</p> <p>Aucune référence à une norme n'est également faite par le vérificateur.</p> <p>Dès lors, rien ne permet de statuer sur la conformité des dispositifs.</p> <p>De plus, aucune précision sur les vérifications réalisées n'est faite dans le compte-rendu d'intervention.</p> <p>L'exploitant informe l'inspection de sa volonté de re-définir son cahier des charges établit avec le vérificateur en y indiquant notamment la nécessité d'être plus précis dans la vérification et plus explicite dans le rapport.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de:</p> <ul style="list-style-type: none"> - préciser au vérificateur le degré coupe-feu des portes et d'en justifier la conformité par rapport aux attendus réglementaires - procéder à la révision du cahier des charges établi avec le vérificateur afin de lui demander d'établir une conclusion explicite quant à la conformité ou non du degré coupe-feu des portes sur

le rapport de vérification - préciser sur le plan le degré des portes coupe-feu - détailler les contrôles réalisés sur les portes coupe-feu
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Tour Aéroréfrigérante

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 22/12/2015, article R543-79-1
Thème(s) : Risques accidentels, TAR
Prescription contrôlée : ... le contrôle d'étanchéité des équipements est attesté par l'apposition d'une marque de contrôle. Lorsque des fuites sont constatées lors du contrôle d'étanchéité de l'équipement et que leur réparation ne peut être faite immédiatement, il est apposé sur l'équipement une marque dite de défaut d'étanchéité. Ces deux marques et les conditions de leur apposition sont définies par arrêté du ministre chargé de l'environnement.
Constats : L'inspection a constaté la présence de 3 groupes frigorifiques contenant du gaz fluoré R 407C (82 kg + 62 kg + 44 kg) L'exploitant a présenté à l'inspection une attestation de vérification d'étanchéité des groupes froids réalisée le 20/01/2025 par la société TRAN. Le vérificateur constate l'absence de fuite.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Accès et circulation du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/06/2009, article Annexe art 1 du B du titre 5
Thème(s) : Risques accidentels, Accès et circulation
Prescription contrôlée : L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie. L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée. Les voies de circulation et d'accès sont dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies permettent l'évolution des engins des services d'incendie. A l'intérieur des ateliers, les allées de circulation sont maintenues constamment dégagées à l'exception du matériel nécessaire à l'exploitation, pour faciliter la circulation et l'évacuation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.
Constats : L'inspection a constaté: - une clôture sur la totalité de la périphérie du site et la présence de portails pour permettre aux

<p>VL et PL d'accéder au sein de l'établissement (les portails étaient bien fermés lors de l'arrivée des inspecteurs)</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'affichage à l'entrée du site d'un plan de circulation fixant notamment les règles de circulation à l'intérieur du site accompagné de consignes de sécurité adéquates - l'installation de panneaux de signalisation à l'entrée du site - des voies de circulation et d'accès dégagées permettant ainsi le passage des engins du SDIS
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Local distillateur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/06/2009, article Annexe art 2 du B du titre 5
Thème(s) : Risques accidentels, local de vie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le local de vie du distillateur est séparé de la distillerie et/ou des installations de stockage par une porte EI 30 (coupe-feu ½ heure) et dotée de seuil ou de caniveau évitant tout écoulement d'alcool.</p> <p>Le local possède une issue vers l'extérieur.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté la présence d'un local de vie du distillateur séparé de la distillerie par une porte EI 30 et doté d'un seuil évitant tout écoulement.</p> <p>Ce local possède également une issue vers l'extérieur.</p> <p>La porte EI 30 a fait l'objet d'une vérification périodique indiquant la conformité de cette dernière.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Communication entre la distillerie et le chai de distillation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/06/2009, article Annexe C de art 2 du B du titre 5
Thème(s) : Risques accidentels, Communication entre la distillerie et le chai de distillation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les portes situées entre la distillerie et le chai de distillation sont EI 60 (coupe-feu une heure) et équipées d'un système de fermeture automatique dans l'un des deux bâtiments.</p> <p>De plus, ces portes sont équipées de seuil ou de caniveau ou de tout moyen équivalent évitant tout écoulement de liquides enflammés ou non entre la distillerie et le chai de distillation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté:</p> <ul style="list-style-type: none"> - la présence de portes entre la distillerie et le chai de distillation EI 60 et équipées d'un système de fermeture automatique - la présence de portes équipées d'un seuil évitant ainsi tout écoulement de liquides enflammés entre la distillerie et le chai de distillation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Stockage des flegmes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/06/2009, article Annexe art 3 du B du titre 5
Thème(s) : Risques accidentels, Flegmes
Prescription contrôlée : Lorsque les stockages de flegmes sont situés dans le même local que les foyers des alambics, les flegmes sont stockés dans des cuves conçues de telle manière qu'il ne puisse pas s'y produire une accumulation de gaz notamment en cas d'utilisation de gaz de pétrole liquéfié.
Constats : L'inspection a constaté un stockage des flegmes au sous-sol dans le chai à vin. Les flegmes ne sont donc pas dans le même local que les foyers des alambics.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Aire de chargement / déchargement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/06/2009, article Annexe art 2 du D du titre 5
Thème(s) : Risques accidentels, Aire de dépotage
Prescription contrôlée : Les aires de chargement/déchargement sont situées à l'intérieur du site et matérialisées au sol. Elles sont réservées uniquement au chargement et au déchargement des alcools de bouche dans des camions citernes ou des barriques. Chaque aire est associée à une cuvette de rétention étanche permettant de récupérer tout écoulement provenant du camion citerne, des installations fixes de stockage ou des tuyaux de transfert lors des opérations de chargement ou de déchargement. Cette cuvette a une capacité au moins égale au camion citerne le plus grand pouvant être admis sur l'aire. Chaque aire est équipée d'une installation permettant une liaison équipotentielle entre le camion citerne, le tuyau de dépotage et les installations de stockage. Des consignes sont établies pour le chargement /déchargement des camions, elles sont affichées à proximité de l'aire de dépotage. Elles précisent en particulier que tout chargement ou déchargement d'une citerne routière ne peut être effectué que si la liaison équipotentielle est assurée.
Constats : L'inspection a constaté que l'aire de chargement / déchargement est: <ul style="list-style-type: none"> - situé en contre-pente (et au plus près de la route desservant la distillerie) et relié à des regards siphoniques qui se déversent dans le bassin de rétention étanche et d'une capacité conforme (capacité de la rétention déportée de 2500 m³) - équipée d'une installation permettant une liaison équipotentielle entre le camion citerne, le tuyau de dépotage et les installations de stockage.

<p>L'installation est asservie à la pompe rendant ainsi le branchement à la liaison équipotentielle obligatoire pour le démarrage de la pompe.</p> <p>- dotée d'un affichage à proximité de l'aire de dépotage des consignes chargement /déchargement des camions.</p> <p>Par ailleurs, une ancienne aire de dépotage d'alcools existe légèrement plus haut (par rapport à l'altimétrie du site), située à proximité des cuveries extérieures, ne serait plus utilisée selon les dires de l'exploitant.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 15 : Épandage des vinasses

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/06/2009, article Annexe titre 7</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Épandage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est autorisé à pratiquer l'épandage des vinasses mélangées le cas échéant avec des effluents vinicoles issus des installations de vinification et/ou de distillation...</p> <p>...Tout épandage est subordonné à une étude préalable telle que définie à l'article 38 de l'AM du 2 février 1998, qui devra montrer en particulier l'innocuité (dans les conditions d'emplois) et l'intérêt agronomique des produits épandus, l'aptitude des sols à les recevoir, le périmètre d'épandage et les modalités de sa réalisation...</p> <p>...L'exploitant tient à jour un cahier d'épandage, qui sera conservé pendant une durée de dix ans. Ce cahier comporte les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les quantités de vinasses épandues par unité culturale ; • les dates d'épandage ; • les parcelles réceptrices et leur surface ; • les cultures pratiquées ; • le contexte météorologique lors de chaque épandage ; • l'ensemble des résultats d'analyses pratiquées sur les sols et sur les vinasses, avec les dates de prélèvements et de mesure, ainsi que leur localisation ; • l'identification des personnes physiques ou morales chargées des opérations d'épandage et des analyses... <p>...L'exploitant réalisera annuellement un bilan des opérations d'épandage ; ce bilan sera adressé aux agriculteurs concernés et mis à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les parcelles réceptrices ; - un bilan qualitatif et quantitatif des vinasses épandues ; - l'exploitation du cahier d'épandage indiquant les quantités d'éléments fertilisants et d'éléments ou substances indésirables apportés sur chaque unité culturale, et les résultats des analyses de sol ; - les bilans de fumure réalisés sur des parcelles de référence représentatives de chaque type de sols et de systèmes de culture, ainsi que les conseils de fertilisation complémentaire qui en découlent ; - la remise à jour éventuelle des données réunies lors de l'étude initiale...
<p>Constats :</p>

L'exploitant informe l'inspection qu'aucune opération d'épandage de vinasses n'est réalisée sur les vinasses produites; elles sont en effet intégralement enlevées par l'entreprise REVICO.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Appareils utilisant de l'énergie électrique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/06/2009, article Annexe art 4 du B du titre 2
Thème(s) : Risques accidentels, Pompe
Prescription contrôlée : Les appareils utilisant de l'énergie électrique (pompes, brasseurs ...) ainsi que les prises de courant, situés à l'intérieur des installations de la distillerie, sont au minimum de degré de protection égal ou supérieur à IP 55.
Constats : L'inspection a constaté par sondage la présence de pompes IP 55 au sein notamment du chai de distillation permettant le stockage d'alcools de bouche fraîchement distillés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Réserve d'eau incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/06/2009, article 6-3
Thème(s) : Risques accidentels, Réserve eau incendie
Prescription contrôlée : La réserve prévue à l'article 6.5.3 de l'annexe du présent arrêté a une capacité minimale de 450 m ³ . Elle est accessible aux engins des services d'incendie et de secours.
Constats : L'inspection a constaté la présence d'une réserve d'eau incendie d'une capacité de 450 m ³ . Cette réserve est dotée de 4 prises à destination des pompiers. Le stationnement des engins du SDIS est possible sur des zones carrossables et la zone permet le retournement des engins du SDIS. Le ré-appoint de cette dernière se fait via les eaux pluviales ; l'exploitant indique qu'il n'est pas nécessaire, y compris en période estivale, de procéder à des compléments d'eau pour garantir le maintien d'un volume de 450 m ³ .
Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Augmentation de la capacité de stockage de vins: évaluation de conformité

Référence réglementaire : Lettre du 12/09/2025
Thème(s) : Risques accidentels, Évaluation de conformité
Prescription contrôlée :

<p>... je prends acte de votre demande de modification d'augmentation des capacités de stockage de vins qui implique une modification de la situation administrative de votre établissement...</p> <p>... il apparaît nécessaire que vous procédiez, <u>sous trois mois</u>, à une évaluation de conformité de cette augmentation de la capacité de stockage de vins par rapport aux dispositions de l'arrêté ministériel du 26/11/2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2251 (préparation, conditionnement de vins) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>Je vous demande de me transmettre cette évaluation de conformité une fois réalisée ainsi que l'éventuel plan d'actions en découlant (associé à un calendrier raisonnable de mise en conformité).</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant informe l'inspection:</p> <ul style="list-style-type: none"> - être en cours de réalisation de l'évaluation de conformité demandée dans la lettre de donner acte du 12/09/2025 -être en capacité de la transmettre avant la date butoir du 12/12/2025 <p>Par mail du 5/12/2025, l'exploitant communique à l'inspection l'évaluation de la conformité du site aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 (articles 27, 34, 37, 38, 39, 40, 58 et 60).</p> <p>Les analyses réalisées dans le cadre de cette évaluation de conformité conclut toutes au respect des valeurs prescrites par l'arrêté préfectoral. Une vérification du respect de ces dispositions pourra faire l'objet d'un contrôle spécifique lors d'une prochaine inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 19 : Mise à la terre des équipements

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/06/2009, article Annexe art 4 du B du titre 2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Gaz</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mis à la terre et reliés par des liaisons équipotentielle conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits. Chaque zone de chargement/déchargement des alcools doit pouvoir être reliée électriquement au circuit général de terre.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté, à l'extérieur de la distillerie, l'absence de mise à la terre de la tuyauterie de gaz alimentant les brûleurs des alambics.</p> <p>L'exploitant informe l'inspection de son intention de remédier très rapidement à cette non conformité.</p> <p>Il indique, en outre, procéder à des essais périodiques sur les électro-vannes.</p> <p>Aussi lors de la visite des installations, des mises à la terre des cuves inox présentes dans le chai de</p>

distillerie et au niveau des cuveries extérieures, ont bien été observées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant: - de procéder à la mise à la terre de la tuyauterie de gaz située à l'extérieur de la distillerie - de lui transmettre une photo des travaux réalisés
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 19 : Rétention des produits phytosanitaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/06/2009, article C.1
Thème(s) : Risques chroniques
Prescription contrôlée : Chaque récipient contenant de l'alcool de bouche est associé à une cuvette de rétention étanche permettant de récupérer l'ensemble des écoulements provenant du récipient. Cette cuvette a une capacité minimale égale à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 50 % de la capacité maximale de l'ensemble des récipients associés à la cuvette de rétention - 100 % de la capacité du plus grand récipient associé à la cuvette de rétention.
Constats : L'inspection s'est rendue dans le local stockant des produits phytosanitaires en petits contenants et dans une cuve en résine. Il s'avère qu'au dessous de cette cuve, une rétention spécifique était présente et que le local faisait office de rétention pour les restants des produits stockés
Type de suites proposées : Sans suite

N° 20 : Rétention déportée et fosse d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/06/2009, article E.3
Thème(s) : Risques chroniques
Prescription contrôlée : Chaque chai est pourvu d'un réseau permettant de récupérer et de canaliser les alcools de bouche et les eaux d'extinction d'incendie. Les effluents ainsi canalisés sont dirigés à l'extérieur des bâtiments de stockage d'alcool vers une fosse permettant l'extinction des effluents enflammés puis vers une rétention.
Constats : Les chais de stockage d'alcools (chai de distillation interne et cuveries extérieures) sont bien

raccordés à une fosse d'extinction d'une capacité de 120 m³. Les inspecteurs ont bien constaté que celle-ci disposait d'une garde hydraulique suffisante et que le coude plongeur était bien immergé.

La fosse d'extinction est connectée à une rétention déportée étanche d'une capacité de 2500 m³. La géomembrane d'étanchéité de la rétention était en bon état. En cas de débordement de la rétention, les effluents seraient envoyés vers une noue d'infiltration n'impactant pas les tiers ni l'environnement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 21 : Déchets et séparateur à hydrocarbures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/06/2009, Titre 4

Thème(s) : Risques chroniques

Prescription contrôlée :

L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts. Il s'assure que les installations visées à l'article L511-1 du code de l'environnement utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.

Constats :

Un séparateur à hydrocarbures est présent sur site au niveau de l'aire de lavage des machines agricoles.

L'exploitant a présenté le bordereau de suivi de déchets justifiant de l'envoi des boues et des eaux hydrocarbonnées prélevées lors du nettoyage du séparateur. Le bordereau est daté d'août 2025.

Type de suites proposées : Sans suite